

# Séance de la Cour d'Appel

---



**Date et lieu:** Mardi le 13 mai 2014 au siège de la FLF à Mondercange

**Président:** M. Jean Feyder

**Membres:** M. Jos Faber  
M. Paul-Charles Origer

**Membre de la Commission de Contrôle :** M. Pierre Schmit

**Excusés:** -

**Secrétariat:** M. Mick Loguercio

---

## Affaires :

### Demande d'Appel du FC US Boevange

#### Match Young Boys Diekirch - US Boevange

Le Tribunal Fédéral prend connaissance d'une réclamation/protestation de la part de Boevange.

Le Tribunal Fédéral décide cependant de classer la réclamation/protestation et ce pour les motifs suivants :

D'après le principe général de droit NE BIS IN IDEM, universellement reconnu, nul ne peut être condamné deux fois pour une même infraction.

En l'occurrence, le club YB Diekirch perd le match par forfait et est condamné à une amende du fait d'avoir disputé un match avec un joueur suspendu.

Conformément au principe général de droit ci-dessous, la sanction (forfait et amende) a pour conséquence que le joueur en question a purgé sa peine.

Condamner le joueur à une nouvelle suspension d'un match équivaldrait dès lors à une nouvelle condamnation, interdite selon les principes généraux de droit, lesquels, par le biais de la norme hiérarchique supérieure, trouvent également application devant les instances juridiques de la FLF.

\*\*\*\*\*

Sur base des témoignages des différentes parties convoquées (représentant du FC US Boevange), après avoir pris connaissance des différents documents (emails/lettres, fax, etc. du club US Boevange), après avoir pris connaissance du réquisitoire du représentant de la Commission de Contrôle, la Cour d'Appel est d'avis que le principe de droit NON BIS IN IDEM ne trouve pas son application en l'espèce.

Par contre la Cour d'Appel se base sur l'article 63 des Statuts et Règlements de la FLF qui dispose qu'un match interrompu ou annulé par la suite est pris en considération pour le décompte des matches pour lesquels 1 membre licencié est suspendu.

C'est sur cette base que la Cour d'Appel décide de confirmer la décision du Tribunal Fédéral bien que pour d'autres motifs.